

Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti

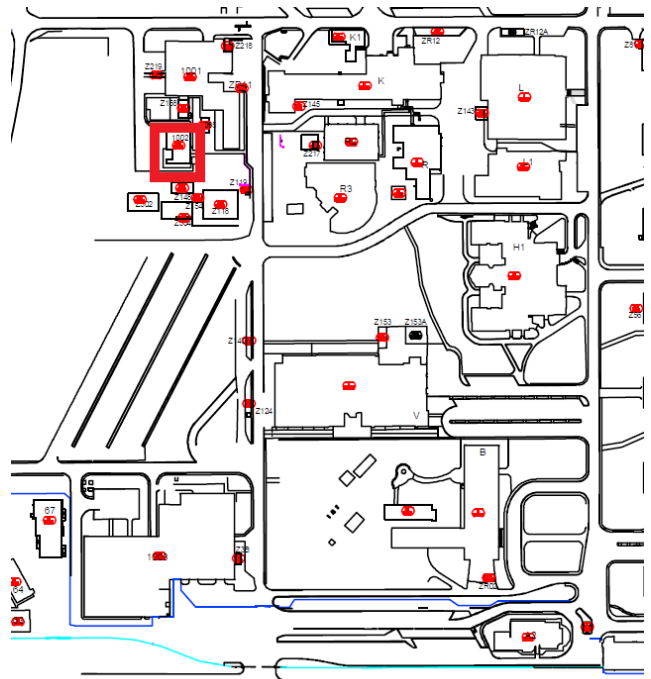
La mission est effectuée en application des articles L4531-1 et R4412-97 à R4412-99 du Code du Travail, et de l'arrêté du 16 juillet 2019.
Norme utilisée : NF X 46-020 d'août 2017

Immeuble bâti visité :

CEA – bâtiment 1002
17 avenue des Martyrs
38054 GRENOBLE

Périmètre de repérage :

Local 201- Selon FN 2023-090



Synthèse des conclusions du repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante :

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

Le donneur d'ordre et le propriétaire :

Le donneur d'ordre :
CEA - CENTRE DE GRENOBLE - Monsieur Didier
CANEVET
17 avenue des Martyrs
38054 GRENOBLE Cedex 9

Le(s) propriétaire(s) :
CEA - CENTRE DE GRENOBLE
17 avenue des Martyrs
38054 GRENOBLE Cedex 9

Diagnostic effectué par :

Monsieur Laurent Querlioz, Certificat N° : B2C 1092 attribué le
29/06/2022 par B.2.C



Fait à VENISSIEUX, le 27/11/2023,

Le présent rapport est établi par une personne dont la certification est disponible dans les annexes - certification du(des) diagnostiqueur(s).

LEI (Numéro SIRET : 40037564800054)

Adresse : **42 rue Simone Veil, 69694 VENISSIEUX**

Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA**

Numéro de police et date de validité : **10128485304 - 01/01/2024**

Le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses

Sommaire

1	LES CONCLUSIONS.....	3
1.1	VERSIONS DU RAPPORT	3
1.2	PROGRAMME DE TRAVAUX DU DONNEUR D'ORDRE	3
1.3	LE PERIMETRE DE REPERAGE DEFINI PAR L'OPERATEUR DE REPERAGE.....	3
1.3.1	<i>Liste des ouvrages et parties d'ouvrages à inspecter.....</i>	3
1.3.2	<i>Locaux et parties d'immeuble visités dans le cadre de la mission</i>	3
1.3.3	<i>Locaux et parties d'immeuble non visités dans le cadre de la mission</i>	3
1.4	LE PROGRAMME DE REPERAGE.....	3
1.5	MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	4
1.6	INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES A REALISER	4
1.6.1	<i>Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante</i>	4
1.6.2	<i>Liste des locaux et éléments non vérifiables</i>	4
1.7	LIMITES D'INVESTIGATIONS	4
2	LE CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISSION	4
3	CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE	5
3.1	BILAN DE L'ANALYSE DOCUMENTAIRE	5
3.2	DATE D'EXECUTION	5
3.3	ÉCARTS, ADJONCTIONS, SUPPRESSIONS PAR RAPPORT AUX NORMES EN VIGUEUR	5
3.4	PLAN ET PROCEDURES DE PRELEVEMENTS.....	5
4	LE(S) LABORATOIRE(S) D'ANALYSES	5
5	CROQUIS DE REPERAGE	6
6	LISTE ET LOCALISATION DES MATERIAUX ET PRODUITS REPERES.....	8
7	LOCALISATION DES PRELEVEMENTS.....	9
8	ANNEXES.....	11
8.1	RAPPORTS D'ESSAIS DE LABORATOIRE	11
8.2	ATTESTATION D'ASSURANCE	13
8.3	CERTIFICAT DE COMPETENCE DE LA PERSONNE AYANT REALISE LE DIAGNOSTIC	15
8.4	PROGRAMME DE REPERAGE : ANNEXE 1 DE L'ARRETE DU 16 JUILLET 2019	16
8.5	CONSEQUENCES REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS.....	18
8.6	AUTRES DOCUMENTS.....	20

1 LES CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

1.1 VERSIONS DU RAPPORT

Révision	Date	Objet
DG01	27/11/2023	Première diffusion

1.2 PROGRAMME DE TRAVAUX DU DONNEUR D'ORDRE

Pour réaliser ce repérage, le programme de travaux ci-dessous nous a été indiqué.

Bâtiment 1002 - Local 201 - Selon FN 2023-090

Dépose des radiateurs existants avec conduits et supports de conduit.
Mise en place d'un radiateur électrique.

En cas de modification du programme de travaux ou intervention sur des matériaux ne figurant pas au programme de travaux, des investigations complémentaires préalables devront être réalisées.

1.3 LE PERIMETRE DE REPERAGE DEFINI PAR L'OPERATEUR DE REPERAGE

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

1.3.1 Liste des ouvrages et parties d'ouvrages à inspecter

Le repérage concerne les ouvrages suivants :
Bâtiment 1002 - Local 201 - Selon FN 2023-090

Compte tenu de ce qui a été constaté dans le local, seuls les murs du local ont fait l'objet de sondages et prélèvements.

1.3.2 Locaux et parties d'immeuble visités dans le cadre de la mission

Bâtiment 1002 - Local 201

1.3.3 Locaux et parties d'immeuble non visités dans le cadre de la mission

Néant

1.4 LE PROGRAMME DE REPERAGE

Le repérage a été effectué selon les listes suivantes (voir annexes correspondantes) :

- Annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019,
- Annexe A de la norme NFX 46-020 d'août 2017.

1.5 MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Matériaux	Description	Zone présentant des similitudes d'ouvrage	Quantités estimées	Photo
néant				

1.6 INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES A REALISER

1.6.1 Matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante

Liste des composants qui n'ont pu être prélevés au cours du repérage, ou qui présentent une hétérogénéité de résultats, pour lesquels des investigations complémentaires sont à réaliser pour déterminer la présence ou l'absence d'amiante :

Matériaux	Description	Zone présentant des similitudes d'ouvrage	Commentaires	Photo
néant				

1.6.2 Liste des locaux et éléments non vérifiables

Liste des composants et locaux qui n'ont pu être vérifiés lors du repérage et pour lesquels des investigations complémentaires sont à réaliser pour déterminer la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Raison
Sans objet	-	

1.7 LIMITES D'INVESTIGATIONS

Le repérage a été réalisé dans un site non évacué totalement des biens et ou de personnes, en veillant à ne pas générer de fibres.

Notre intervention s'entend dans les limites indiquées ci-dessous pour lesquelles des compléments d'investigation pourront être réalisés en phase travaux en cas de découvertes de matériaux suspects.

Limites d'investigation	Exemple d'éléments pouvant être découverts en phase travaux qui pourront nécessiter des investigations complémentaires
Sans objet	

2 LE CADRE REGLEMENTAIRE DE LA MISSION

L'article L4531-1 du Code du Travail prévoit que le maître d'ouvrage doit mettre en œuvre les principes généraux de prévention définis à l'article L4121-2.

Cette mission est réalisée pour permettre à l'employeur de réaliser l'évaluation des risques d'exposition des travailleurs à des agents chimiques dangereux lors des travaux.

Conjointement, l'article L4531-1 du code du travail prévoit au titre de l'évaluation des risques que le maître d'ouvrage, doit réaliser un repérage de tout agent cancérigène portant sur les matériaux susceptibles d'en contenir et qui doivent faire l'objet de travaux.

Cette mission est également soumise aux obligations relatives aux activités et interventions sur des matériaux ou produits susceptibles de libérer des fibres d'amiante (articles R 4412-97 à 113 et R 4412-139 et suivants du Code du Travail).

Les textes réglementaires mentionnés en première page du rapport ont servi de référence dans l'élaboration du présent rapport.

3 CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

3.1 BILAN DE L'ANALYSE DOCUMENTAIRE

Documents demandés	Documents remis	Entreprise	Description
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Néant		
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	Néant		

3.2 DATE D'EXECUTION

Date(s) de visite des locaux : 15/11/2023

Accompagnateur de l'opérateur de repérage : Sans accompagnateur

3.3 ÉCARTS, ADJONCTIONS, SUPPRESSIONS PAR RAPPORT AUX NORMES EN VIGUEUR

La norme utilisée comme référence au présent rapport est la norme NF X 46-020, révision d'Aout 2017.

Selon des critères relevés sur site (surface des locaux par exemple), l'opérateur de repérage a pu adapter les quantités nécessaires d'échantillons de matériaux et produits indiqués dans l'annexe A1 de la norme NFX46-020 pour déterminer la présence d'amiante.

3.4 PLAN ET PROCEDURES DE PRELEVEMENTS

La mission a été réalisée dans le respect du plan et des procédures d'intervention interne.

4 Le(s) LABORATOIRE(S) D'ANALYSES

Le(s) laboratoire(s) utilisé(s) pour la réalisation des analyses est conforme aux attentes de l'arrêté du 1^{er} octobre 2019 relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante (...).

MYEASLAB

Référence COFRAC ou équivalent : L0705 par IPAC ou AB16009 par PCA

PARC HELIOPOLIS - BAT B3 - 1103 Avenue Jacques Cartier -CS 40392 - 44800 SAINT-HERBLAIN

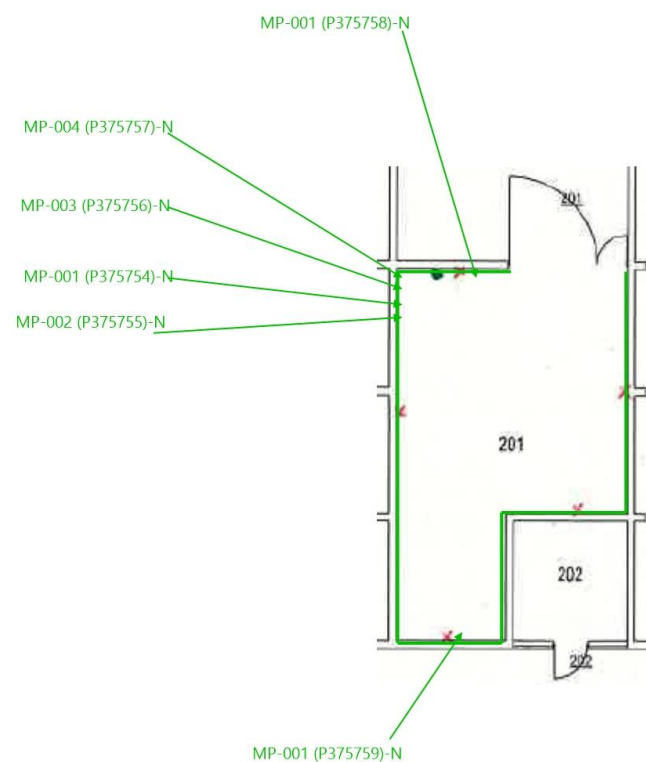
5 CROQUIS DE REPERAGE

Sur les croquis des prélèvements et sondages :

- Les matériaux et produits ayant fait l'objet de prélèvements sont indiqués "MP-0XX (PXXXXXX)"
- la lettre figurant en fin de légende indique la présence ou non d'amiante
 - -N = l'échantillon ne contient pas d'amiante
 - -A = l'échantillon contient de l'amiante
- Les matériaux et produits ayant fait l'objet d'un sondage sont indiqués "S-00X"

Croquis de repérage des prélèvements et sondages.




Local 201 - Murs




DA-230352-001-TRV - 27/11/2023




Bureau d'Etudes LEI - 42 rue Simone Veil 69694 VENISSIEUX - Tél. : 04 78 95 61 61 – contact@lei.fr
SAS au Capital de 250 000€ - SIRET 40037564800054 - 7120B

6 LISTE ET LOCALISATION DES MATERIAUX ET PRODUITS REPERES

Matériaux	Composant de la construction	Partie du composant	Description	Localisation	N° Prélvt	Résultat	Photo
MP-001	3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Peinture + Enduit	Bâtiment 1002 - Local 201	P375754; P375758; P375759	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
MP-002	3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Peinture intumescente	Peinture - Radiateur métal	Bâtiment 1002 - Local 201	P375755	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
MP-003	3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres	Peinture intumescente	Peinture - Conduit métal	Bâtiment 1002 - Local 201	P375756	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
MP-004	6 - Conduits et accessoires intérieurs - Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	Calorifuge (tresses, coquilles, matelas...)	Calorifuge laine minérale	Bâtiment 1002 - Local 201	P375757	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	

7 LOCALISATION DES PRELEVEMENTS

N°de prélèvement	Résultat	Description	Localisation	Photo
P375754	Absence d'amiante	Peinture + Enduit	Bâtiment 1002 - Local 201	
P375755	Absence d'amiante	Peinture - Radiateur métal	Bâtiment 1002 - Local 201	
P375756	Absence d'amiante	Peinture - Conduit métal	Bâtiment 1002 - Local 201	

N°de prélèvement	Résultat	Description	Localisation	Photo
P375757	Absence d'amiante	Calorifuge laine minérale	Bâtiment 1002 - Local 201	
P375758	Absence d'amiante	Peinture + Enduit	Bâtiment 1002 - Local 201	
P375759	Absence d'amiante	Peinture + Enduit	Bâtiment 1002 - Local 201	

8 ANNEXES

8.1 RAPPORTS D'ESSAIS DE LABORATOIRE



**Eurofins Lab Environment Testing Portugal,
Unipessoal Lda.**



LYONNAISE D'ENVIRONNEMENT & D'INGENIERIE
Monsieur Laurent QUERLIOZ
Rue Simone Veil 42
69694 VENISSIEUX Cedex

RAPPORT D'ANALYSE D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX



N° de rapport d'analyse : AR-23-EK-093132-01
Date d'émission de rapport : 21/11/2023 15:41

Référence dossier Client: 6555f335314e7Dossier: 230352-001
Référence dossier N° : 23UV093506
Référence laboratoire N° : 23EK084219

Reçu par MyEasyLab le : 17/11/2023 18:24
Reçu par le laboratoire le : 17/11/2023
Date d'analyse : 20/11/2023

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
001	P375754 - 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnes - Enduit à base de plâtre lisse ou taloché - Peinture + Enduit - Batiment 1002 - Local 201	Matériau de type système d'enduit peinture (marron) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (gris)	MET / VD6G	1 / 2	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
002	P375755 - 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres - Peinture intumescente - Peinture - Radiateur metal - Batiment 1002 - Local 201	Matériau de type peinture (beige) ; matériau de type peinture (noir)	MET / QJWS	1 / 2	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
003	P375756 - 3 - Parois verticales intérieures - Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres - Peinture intumescente - Peinture - Conduit metal - Batiment 1002 - Local 201	Matériau de type système d'enduit peinture (gris)	MET / QJWS	1 / 2	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées
004 (1)	P375757 - 6 - Conduits et accessoires intérieurs - Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides) - Calorifuge (tresses, coquilles, matelas) - Calorifuge laine minérale - Batiment 1002 - Local 201	Matériau fibreux de type isolant (beige)	MOLP / TXJ6	2 / 2	-	Fibres d'amiante non détectées
005 (2)	P375758 - 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnes - Enduit à base de plâtre lisse ou taloché - Peinture + Enduit - Batiment 1002 - Local 201	Matériau de type système d'enduit peinture (marron) ; matériau dur de type mortier, béton, chape (gris)	MET / QJWS	1 / 2	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai tels qu'ils ont été reçus au laboratoire. Les essais identifiés par le symbole * ne sont pas inclus dans la portée d'accréditation.

Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.
Rua Monte de Alem, 62
4580-733 Sobrosa - Paredes, PORTUGAL

1/2

DA-230352-001-TRV - 27/11/2023

Bureau d'Etudes LEI - 42 rue Simone Veil 69694 VENISSIEUX - Tél. : 04 78 95 61 61 - contact@lei.fr
SAS au Capital de 250 000€ - SIRET 40037564800054 - 7120B



**Eurofins Lab Environment Testing Portugal,
Unipessoal Lda.**



N° de rapport d'analyse : AR-23-EK-093132-01

N° éch.	Référence client	Description visuelle	Technique utilisée / Analyste	Préparation		Résultats
				Nb prep / Nb grilles ou lames	Type	
006	P375759 - 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnes - Enduit à base de plâtre lisse ou taloché - Peinture + Enduit - Batiment 1002 - Local 201	Matériau (marron) en traces ; matériau de type système d'enduit peinture (gris) ; matériau semi-dur (gris) en traces	MET / QJWS	1 / 2	Calcination et/ou attaque acide (méthode interne de traitement)	Fibres d'amiante non détectées

Observation(s) échantillon(s)	
(1)	Un matériau (noir) est présent dans l'échantillon, en quantités trop faibles pour effectuer une analyse représentative de ce matériau.
(2)	Echantillon mouillé.

Méthodes d'analyses employées pour la recherche qualitative des fibres d'amiante dans les matériaux :

MOLP: Détermination Fibres d'amiante. Détection et identification par Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP) réalisée à partir du Guide HSG 248 de 2021 - annexe 2

MET: Détermination Fibres d'amiante. Traitement par calcination et/ou attaque acide. Détection et identification par Microscopie Electronique à Transmission équipée d'un Analyseur en dispersion d'énergie des rayons X (META) réalisée à partir de la norme : NF 43-050 : Juillet 2021, P-PS-SOP3368 : version 8

Notes :

1 : Les informations de traçabilité sont disponibles sur demande. Il est à noter que ce rapport en français est une copie de la version originale du rapport en langue portugaise et stockée en interne par le laboratoire. - 2 : Sauf information contraire sur ce rapport, le laboratoire sépare l'échantillon transmis par le demandeur pour une analyse par composant. Des composants décrits simultanément dans une même prise d'essai n'ont pas pu être séparés pour l'analyse. - 3 : Pour la recherche d'amiante dans les matériaux, la limite de détection garantie par prise d'essai dans les matériaux (en MOLP et/ou en MET) est de 0.1% en masse. - 4 : "Fibres d'amiante non détectées" au MOLP, signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante optiquement observable. Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir un diamètre supérieur à 0,2 µm. "Fibres d'amiante non détectées" au MET signifie que la couche peut renfermer une teneur inférieure à la limite de détection garantie de fibre d'amiante. - 5 : La portée d'accréditation du laboratoire est référencée sous le n° L0705-1 et est disponible sur <http://www.ipac.pt/>. - 6 : La liste des méthodes avec accréditations flexibles intermédiaires peut être consultée sur <https://www.eurofins.pt/ambiente/eurofins-lab-environment-testing-portugal/laboratorio-de-analise-de-amianto/qualidade/>. - 7 : Le prélèvement relève de la responsabilité du client. - 8 : Analyse réalisée dans le cadre des textes réglementaires suivants : Décret n° 2017-899 du 9 mai 2017, Décret n° 2019-251 du 27 mars 2019, Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011, Arrêté du 1er octobre 2019 (JORF n°0245 du 20 octobre 2019 texte n° 18), Arrêté du 25 juillet 2022 (JORF n°0238 du 13 octobre 2022, texte n°10). - 9 : Le rapport est établi dans le cadre du cas 1 de l'article 6 de l'arrêté du 1er octobre 2019 à savoir la détection et l'identification d'amiante délibérément ajouté dans les matériaux et produits manufacturés.

Validé et approuvé par :

Margarida Barbosa

Margarida Barbosa
Technicien de laboratoire

La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Il comporte 2 page(s). Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai tels qu'ils ont été reçus au laboratoire. Les essais identifiés par le symbole * ne sont pas inclus dans la portée d'accréditation.

Eurofins Lab Environment Testing Portugal, Unipessoal Lda.
Rua Monte de Alem, 62
4580-733 Sobrosa - Paredes, PORTUGAL

2/2

8.2 ATTESTATION D'ASSURANCE

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

COURTIER

CREA

68 COURS LAFAYETTE

69003 LYON

Tél : 04 78 52 26 20

Fax : 04 78 65 06 62

Email : CREA@WANADOO.FR

Portefeuille : 0201270484

SA LEI
 42 RUESIMONE VEIL
 69200 VENISSIEUX FR

Vos références :

Contrat n° 11090679304

Client n° 0785415420

AXA France IARD, atteste que :

**SA LEI
 42 RUESIMONE VEIL
 69200 VENISSIEUX**

est titulaire d'un contrat d'assurance **N° 11090679304** ayant pris effet le **01/01/2023** garantissant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité civile du fait des activités suivantes :

1/Etablissement des dossiers de diagnostics obligatoires en cas de vente d'un bien immobilier visés par l'article L271-4 du Code de la Construction et de l'Habitation :

- *constat de risque d'exposition au plomb Article L 1334-5 et L 133-6 du Code de la Santé Publique
- *état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante, Article L 1334-13 code de la santé Publique
- *état relatif à la présence de termites Article L133-6 Code de la santé publique
- *état de l'installation de gaz prévu à l'article L 134-6 Code de La construction
- *état des risques naturels et technologiques prévu à l'article L134-6 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article
- *le diagnostic de performance énergétique prévu Article L134-1 Code de Construction et de l'habitation
- *l'état de l'installation intérieure d'électricité Article L134-7 du Code de la Construction et de l'habitation

2/Missions dans les domaines :

- *état de superficie des lots de copropriété (dit Loi Carrez)
- *mesure de perméabilité à l'air, infiltrométrie
- *diagnostic énergétique (Type ADEME)
- *diagnostic micro biologique
- *diagnostic d'assainissement et de repérage de radon et de légionellose
- *diagnostic déchet de démolition
- * diagnostic prêt conventionné norme d'habitabilité
- * diagnostic normes ascenseurs
- * diagnostic pollution des sols
- *diagnostic monoxyde de carbone

1D050502020302

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

- *diagnostic contrôle périodique amiante
- *diagnostic amiante avant travaux/démolition
- *diagnostic dossier technique amiante
- *diagnostic recherche de plomb avant travaux
- *diagnostic sécurité piscine
- *Loi SRU diagnostic technique immeuble
- *diagnostic en déperdition thermique par thermographie infrarouge
- *états des lieux
- * Mesures d'empoussièrement amiante/FCR/plomb
- *Mission de caractérisation des mâchefers,
- *Diagnostic plomb dans l'eau,
- *Diagnostic plomb surfacique,
- *Examens visuels après désamiantage,
- *Diagnostic HAP dans les matériaux bitumineux

Activité 2

Assistance à maîtrise d'ouvrage dans la définition des mesures de prévention des risques générés par une opération sur les tiers (travailleurs autres que ceux du chantier de l'opération pour laquelle le client est mandaté, public et ou riverains notamment) et veille à la bonne application de ces mesures, au regard des obligations du maître d'ouvrage définies aux articles 1382, 1383 et 1384 du Code Civil.

Missions de coordination de sécurité définies par la Loi du 31 Décembre 1993 et ses décrets d'application, effectuées par les salariés de l'Assuré répondant aux critères de compétences requis par le décret du 23/12/1994 (**Niveau 1/2/3**) pour les salariés dénommés :

- Monsieur Ludovic DAMIEN
- Monsieur François LAKRICHI
- Monsieur Georges PRESLE
- Chris ESPIR au 01/03/2023

Evaluation des risques professionnels pour rédaction Document Unique (Décret 2001 -1016 du 05 Novembre 2001)

Assistance et évaluation des systèmes d'Hygiène Sécurité Environnement ; définition et évaluation de la politique de sécurité de l'entreprise (personnes , matériels, conditions de travail et respect de l'environnement ; définition des actions de prévention .

Audit chantier dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité.

Audit, assistance, prévention dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité notamment dans le cadre du Décret 2002-1992

A l'exclusion de toutes études/conseils liés aux systèmes de protections incendies/vol
A l'exclusion de toutes études conseils portant sur la modification, extension, création, rénovation d'ouvrages de bâtiments .

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/01/2023** au **01/01/2024** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à PARIS le 14 mars
 2023 Pour la société :




AXA France IARD SA


Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2

8.3 CERTIFICAT DE COMPETENCE DE LA PERSONNE AYANT REALISE LE DIAGNOSTIC



Accréditation
n°4-0557
PORTÉE
DISPONIBLE SUR
www.cofrac.fr



Bureau Contrôle Certification


N° de certification
B2C 1092

CERTIFICATION DE PERSONNES
attribuée à :
Laurent QUERLIOZ
Dans les domaines suivants :

Amiante sans mention : Secteur B : certification des personnes réalisant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	
Obtenu le : 29/06/2022	Valable jusqu'au : 28/06/2029*
<small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>	
Amiante avec mention : Secteur Bbis : certification des personnes réalisant des missions de repérage et de diagnostic de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante	
Obtenu le : 29/06/2022	Valable jusqu'au : 28/06/2029*
<small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>	
Plomb sans mention : Secteur A : Certification de personnes réalisant des constats de risque d'exposition au plomb (CREP)	
Obtenu le : 14/11/2022	Valable jusqu'au : 13/11/2029*
<small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>	
Energie sans mention (DPE) : Secteur D : certification des personnes réalisant des diagnostics de performance énergétique d'habitations individuelles et de lots dans des bâtiments à usage principal d'habitation et des attestations de prise en compte de la réglementation thermique	
Obtenu le : 26/03/2023	Valable jusqu'au : 25/03/2030*
<small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>	
Energie avec mention (DPE) : Secteur Dbis : certification des personnes réalisant des diagnostics de performance énergétique d'immeubles ou de bâtiments à usage principal autre que d'habitation	
Obtenu le : 26/03/2023	Valable jusqu'au : 25/03/2030*
<small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>	
Gaz : Secteur E : certification des personnes réalisant l'état des installations intérieures de gaz	
Obtenu le : 03/04/2023	Valable jusqu'au : 02/04/2030*
<small>Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.</small>	

Fait à STRASBOURG, le 03 avril 2023

Responsable qualité,
Sandrine SCHNEIDER



*Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs de la surveillance.
La conformité de cette certification peut être vérifiée sur le site : www.b2c-france.com

24 rue des Prés • 67380 LINGOLSHEIM • Tél : 03 88 22 21 97 • e-mail : b.2.c@orange.fr • www.b2c-france.com

8.4 PROGRAMME DE REPERAGE : ANNEXE 1 DE L'ARRETE DU 16 JUILLET 2019

Ouvrages ou Composants de la construction	Parties d'ouvrages ou de composants à inspecter ou à sonder	Matériau ou produit
1 - Couvertures, toitures, terrasses et étanchéités		
Plaques ondulées et planes	Plaques en fibres-ciment (y compris plaques « sous tuiles »)	P
	Plaques en matériaux bitumineux	P
	Revêtements anti condensation sous bac acier	M
Ardoises, bardeaux bitumineux	Ardoises composites hors fibro ciment	P
	Ardoises en fibro ciment	P
	Bardeaux bitumineux (« shingles »)	P
Éléments associés à la toiture	Conduits de fumée, de cheminée, de ventilation	P
	Conduits d'eaux pluviales	P
	Garnissage des joints de dilatation	M
	Joints de dilatation	M
	Couvre-joints	P
	Tresses d'étanchéité à l'air	P
	Éléments complémentaires de toiture (chéneaux, rives, closoirs, faitages, mîtres, costières, etc.)	P
	Jonctions bitumineuses	M
	Solins en fibre ciment	P
	Colle des solins en fibre ciment	M
Éléments sous toiture	Pare-vapeur, pare pluie	P
	Isolants fibreux en sous toiture	P
	Flocages, enduits projetés	M
Étanchéité de toiture terrasse	Parties planes : revêtements bitumineux (bandes, lés...), écrans de semi indépendance, pare-vapeur	P
	Relevés : revêtements bitumineux (bandes, lés...)	P
	Parties planes ou relevés : complexes asphaltés	M
	Colles, produits d'accrochage	M
Fenêtres de toit, lanternaux, verrières	Mastics (vitriers, bitumineux...)	M
	Joints d'étanchéité entre menuiserie et ossature	M
	Garnitures de friction sur fenêtres basculantes	P
2 - Parois verticales extérieures et façades		
Façades légères, murs rideaux, bardages, panneaux sandwich	Plaques, panneaux, bacs en fibres-ciment, éléments de remplissage	P
	Ardoises composites hors fibro ciment	P
	Ardoises en fibro ciment	P
	Joints d'assemblage ou d'étanchéité, mastics, tresses	M
	Revêtements intérieurs anti condensation (hors peintures)	P
	Peintures des bardages métalliques	M
Isolant et protection thermique ou acoustique sous bardage	Flocages, enduits projetés	M
	Carton-amianté	M

Façades lourdes y compris poteaux	Enduits extérieurs (projetés, lissés ou talochés), crépis extérieurs	M
	Revêtements plastiques épais (RPE)	M
	Peintures sur béton	M
	Enduits pelliculaires de lissage/débullage	M
	Colles et joints (faïence, pâte de verre, carrelage), ragréages, primaires d'accrochage, Imperméabilisants	M
	Éléments en maçonnerie silico-calcaire (1880-1940) briques blanches silico-calcaire	P
	Garnissage des joints de dilatation	M
	Joints de dilatation	M
	Couvre-joints	P
	Appuis de fenêtres en fibres-ciment	P
Menuiseries extérieures	Joints de mastic de vitrage (notamment châssis aluminium)	M
	Joints d'étanchéité entre menuiserie et structure	P
	Garnitures de friction sur fenêtres basculantes	P
	Plaques de fibres-ciment (allèges, coffres, etc.)	P
	Peintures décoratives	M
Éléments associés aux façades	Conduits de fumées, de cheminée, de ventilation	P
	Conduits d'eaux (pluviales et usées)	P
	Éléments ponctuels : chéneaux, rives, corniches	P
3 - Parois verticales intérieures		
Murs et cloisons maçonnés	Flocages	M
	Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés	M
	Enduits de ragréage, débullage, lissage	M
	Joints de dilatation, d'assemblage, joints coupe- feu	M
	Fourreaux (carton, fibres-ciment...)	P
Poteaux	Flocages	M
	Enduits à base de plâtre projetés, lissés ou talochés	M
	Enduits à base de ciment, lissés ou talochés (ragréage, débullage, lissage)	M
	Joints de dilatation, d'assemblage avec poutraison	M
	Entourages de poteau (carton-amiante, fibres- ciment, matériaux sandwich...), coffrages perdus	P
Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)	Panneaux de cloisons lisses ou moulurées, préfabriquées ou non	P
	Enduits à base de plâtre ou ciment projetés, lissés ou talochés	M
	Flocages	M

8.5 CONSEQUENCES REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangérosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits " diagnostiqueurs " pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels

Soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

- du conseil départemental (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;

- de la mairie ;

- ou sur la base de données " déchets " gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

8.6 AUTRES DOCUMENTS



Direction de la recherche technologique
 Direction du CEA Grenoble
 Services d'ingénierie et d'exploitation

OPERATION AMIANTE / PLOMB /FCR 2023-090	
<input checked="" type="checkbox"/> Demande de repérage (côté connu après intervention) <input type="checkbox"/> Demande de Devis préalable	
N°affaire : 23.103.1140.....	N° imputation : C000D00
Délai souhaité : <input checked="" type="checkbox"/> normal <input type="checkbox"/> urgent	Nom du chargé d'affaires : MURPHY
TYPE D'OPERATION	
<input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic avant travaux	<input type="checkbox"/> Diagnostic avant démolition
<input checked="" type="checkbox"/> Amiante	<input type="checkbox"/> Amiante dans enrobé <input type="checkbox"/> Amiante sur toiture
<input type="checkbox"/> Plomb <input type="checkbox"/> FMA/FCR	
PROGRAMME DETAILLE DES TRAVAUX	
Bâtiment : 1002 Pièce(s) : 201	
Techniques envisagées : <input type="checkbox"/> Démolition totale <input type="checkbox"/> Démolition partielle <input checked="" type="checkbox"/> Perçage <input type="checkbox"/> Carottage <input type="checkbox"/> Nettoyage de surface <input type="checkbox"/> Passage de câbles <input type="checkbox"/> Réparation sur canalisation <input type="checkbox"/> Peinture <input type="checkbox"/> Autres (préciser)	Surfaces concernées : <input type="checkbox"/> Mur extérieur <input checked="" type="checkbox"/> Cloison intérieure <input checked="" type="checkbox"/> Plafond <input type="checkbox"/> Faux-plafond <input type="checkbox"/> Sol <input type="checkbox"/> Ouvrant (porte, fenêtre) <input type="checkbox"/> Gaine technique ou canalisation <input type="checkbox"/> Autres (préciser)
Les techniques envisagées sont-elles sources de vibrations ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	Les locaux adjacents à la zone de chantier peuvent-ils être impactés par les travaux ? <input type="checkbox"/> Oui Lesquels ? <input checked="" type="checkbox"/> Non
DESCRIPTIF / OBJECTIF des travaux	
Descriptif Dépose Tuyauterie existante avec leurs supports mise en place d'un convecteur (support + chemin de câble) ↳ perçages	

PLAN DU LOCAL (joindre un plan avec emplacement des travaux surlignés, si possible)

Voir plan à-joint

Estimatif de coût

Amiante	Estimation des coûts
1 prélèvement	environ 300€
5 prélèvements	environ 800€
10 prélèvements	environ 1300€

Une part variable correspond à la mutualisation des frais de déplacement sur l'ensemble des affaires traitées le même jour.
 La visite commune est gratuite.

